
Le slogan ” École sans Parti ” ou : quand le discours de haine en ligne se tourne contre les et les éducateurs

Jonas Tabacof Waks*¹

¹Université Paris 8 – CIRCEFT ESCOL, Leandro de Lajonquière – France

Résumé

Le Brésil vit un contexte néolibéral et néo conservateur. Depuis 2016, avec l’*impeachment* de la présidente Dilma Rousseff, on perçoit des reculs dans la garantie des droits sociaux. Dans le contexte éducatif, les politiques d’austérité reprennent la vision néolibérale qui transforme les droits en services et tend à les privatiser. En plus, depuis 2018, avec la croissance de la candidature de Jair Bolsonaro et de son élection, on perçoit la consolidation de perspectives néoconservatrices, visibles dans le champ éducatif dans des propositions telles que la militarisation d’écoles publiques, la légalisation du dit *homeschooling* et la croissance du programme ”École sans Parti”.

Ce dernier s’affirme à partir d’un supposé ”fait notoire” disant que les enseignants et les livres didactiques essayent d’obtenir l’adhésion des étudiants des écoles brésiliennes à des courants politiques et idéologiques déterminés (dites de gauche) et à certains standards de jugement et de conduite morale, en particulier la morale sexuelle. L’ ”endoctrinement” dans les écoles brésiliennes usurperait un supposé ”droit des parents à que leurs enfants reçoivent une éducation morale en accord à leurs propres convictions” (Projet de Loi n° 867/2015). Pour faire face à ”l’endoctrinement”, le programme propose l’affichage de panneaux dans toutes les écoles du pays avec les ”devoirs de l’enseignant”, ainsi que l’installation de canaux pour la ”dénonciation” de ceux qui ne respectent pas ces devoirs.

De cette façon, l’ ”École sans Parti” stimule une culture de délation qui, au-delà des canaux officiels (qui plusieurs fois ne sont en fait pas établis), se produit souvent via les réseaux sociaux. Dans ces cas, les enseignants considérés comme des ”endoctrineurs” sont exposés et leur réputation est attaquée sur les réseaux sociaux, sans aucun droit de défense. Le discours de haine en ligne, dans ce cas, se tourne vers les éducateurs considérés doctrinâtes, les conduisant souvent à changer d’école ou même de ville.

Plusieurs auteurs alertent contre le risque que les écoles publiques deviennent des ”tribunaux idéologiques et moraux” (CARA, 2016: 45), avec un environnement arbitraire et accusatoire, dans lequel aucun enseignant ne serait en sécurité pour enseigner, en particulier des contenus qui pourraient être considérés ”subversives”, comme les révolutions du XXe siècle, la lutte des femmes pour l’égalité des droits et même l’évolutionnisme. Ainsi, ”la vigilance et la dénonciation prennent la place du dialogue et de la réflexion” (GADOTTI, 2016: 152), installant quelque chose analogue à un ”macarthisme pédagogique” (MENEZES, 2018).

Mots-Clés: brésil, école sans parti, haine en ligne, autonomie des enseignants

*Intervenant